

L'ACTRICE

Marylène Hoarau porte le Parc national de La Réunion

« Je cumule trois postes actuellement », sourit Marylène Hoarau. Outre la direction adjointe du Parc national, cette Réunionnaise d'origine assure l'intérim de la direction, vacante depuis l'an dernier et dont elle brigue la succession, mais également la négociation de la charte. Ce document doit orchestrer une forte protection du cœur de l'île, 105.000 hectares parmi les plus riches au monde en biodiversité, et le développement harmonieux d'une zone périphérique de 87.000 hectares très sollicitée. Dictée par la réforme des parcs nationaux de 2006, cette délicate approche fait ses premiers pas à La Réunion. Il s'agit de rallier chaque commune à la charte, mais aussi de convaincre les mairies et les autres acteurs du territoire de mettre leurs documents d'urba-



nisme en cohérence. Densification des villes, lutte contre les espèces envahissantes, régulation des vols d'hélicoptères, etc., les dossiers chauds ne manquent pas. Marylène Hoarau se veut optimiste : « De quelques experts, on est passés en dix ans à quelques milliers de personnes sensibles à la protection de l'environnement. »

LE CHIFFRE

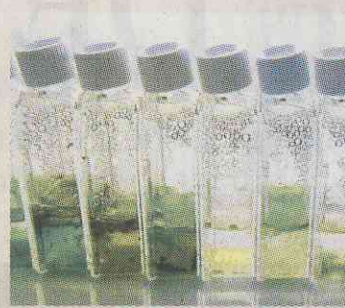
100%

Depuis le classement par l'Unesco de l'île de La Réunion au statut de patrimoine mondial en août, le parc reçoit un nombre d'appels téléphoniques multiplié par deux. Les agents qui patrouillent sur les chemins de randonnée signalent aussi une multiplication des langues parlées par les touristes. Les Réunionnais misent plus que jamais sur l'écotourisme pour tirer le développement de l'île. Un « ecolodge » de quatre étoiles, le Diana Dea, vient même d'ouvrir dans l'Est, moins fréquenté, et la région soutient d'autres projets similaires. Pour certains, ces résidences sont surtout un alibi au défrichage de nouvelles parcelles dans le parc. De l'avis général, la faiblesse de l'offre hôtelière est le frein principal au développement de l'île.

L'ENTREPRISE

Bioalgotral propulse EADS et PSA vers les micro-algues

Bioalgotral, start-up réunionnaise, s'est associée à l'entreprise allemande IGV GmbH pour lancer sur l'île une préproduction industrielle de micro-algues. Le démonstrateur sera construit à partir des prochaines semaines sur 1.000 m², aux portes de Saint-Denis. Ces organismes nourris par des effluents de station d'épuration produisent, après raffinage, un biocarburant. L'an passé à Berlin, EADS a fait voler un avion bimoteur dont le carburant était constitué à 100 % de ce produit. EADS participe avec PSA et Akuo Energy au consortium qui finance la première phase du



projet de la jeune pousse. Le climat tropical réunionnais est particulièrement propice à la culture de ces micro-organismes aquatiques, grâce à l'importance et la régularité de l'ensoleillement. La phyto-banque constituée depuis vingt ans par des scientifiques insulaires a, d'autre part, facilité les expérimentations. Bioalgotral mise sur les fonds du Grand Emprunt pour passer au stade industriel. « Le temps presse, explique Laurent Blériot, l'un des associés de la start-up, la concurrence avance très vite, notamment aux Etats-Unis. »

B. GR.

L'INITIATIVE

Réseau insulaire intelligent

EDF va déployer dès les prochains mois à La Réunion, mais aussi en Guadeloupe et en Corse, un réseau de distribution intelligent (smart grid) visant à une réduction de la consommation en même temps qu'à la production et au stockage d'électricité solaire chez des particuliers. 500 foyers réunionnais seront concernés, dans le sud de l'île. Plusieurs partenaires industriels français (Schneider, Saft, Teneos...) sont associés au projet, dont l'objectif est également de tester techniques et matériaux dans un domaine promis à un fort développement. Coût de l'opération, baptisée Millener et soutenue par l'Ademe : 30 millions d'euros, dont 15 pour La Réunion.

B. GR.

CROISSANCE VERTE Le département d'outre-mer rêve de se passer d'énergies fossiles à l'horizon 2030. Une partie du chemin est faite.

La Réunion en quête d'autonomie énergétique



Située dans le sud-ouest de l'île, cette centrale photovoltaïque de troisième génération abrite une plantation de lys et d'anthuriums et comprend un système de récupération d'eau de pluie.

La Réunion doit devenir un territoire d'expérimentation pour briser sa dépendance aux énergies fossiles. L'objectif a été martelé pendant toute la décennie écoulée par Paul Vergès, ex-président du conseil régional. Il a été repris lors du Grenelle de l'Environnement par Nicolas Sarkozy, qui l'a réaffirmé il y a un an lors de sa dernière visite. Le chemin est encore long. La production électrique, responsable de la moitié des émissions réunionnaises de gaz à effet de serre, est d'origine locale et renouvelable à 33,7 %. Un chiffre

110.000 CHAUFFE-EAU SOLAIRES

La générosité de l'ensoleillement tropical et une volonté précoce, au conseil régional, de soutenir le solaire thermique, ont permis à La Réunion de devenir la championne du chauffe-eau solaire. 110.000 sont en fonctionnement sur l'île : 15 fois plus que pour la France entière, par tête d'habitant. Mais le marché s'est essouffé depuis 2009, sous l'effet de la crise. La région cherche à relancer la dynamique, en imaginant un fonds de garantie qui permettrait aux ménages les plus modestes d'obtenir un prêt bancaire pour accéder à l'eau chaude solaire. Autre levier de la relance : l'obligation faite aux bailleurs sociaux Domiens de raccorder tout nouveau logement à un chauffe-eau solaire.

très élevé pour un département français, mais en recul à cause de la croissance de la consommation. L'île compte 830.000 habitants, ils seront 1 million dans une génération. Pour répondre aux besoins, la production thermique au fioul et au charbon croît. EDF va même mettre en service une unité de production de 160 MW en 2012 dans le Nord-Ouest. « Nous n'avons dans nos cartons aucun nouveau projet de centrale thermique », assure Patrick Bressot, directeur régional d'EDF, pour mieux affirmer l'engagement de son entreprise dans le projet réunionnais et couper court aux critiques sur la grande méfiance de l'opérateur vis-à-vis des énergies intermittentes. La quasi-totalité de la ressource hydraulique, qui assurait 100 % de la production il y a encore trente ans, est exploitée. La bagasse, sous-produit de la canne à sucre brûlée en cogénération avec le charbon dans les deux centrales de Séchillienne-Sidec, n'y contribue qu'à 10 %.

Fermes éoliennes

Restent le vent et le soleil (3,4 % de la production en 2010). Deux fermes éoliennes ont fait leur apparition ces dernières années, alors que le parc photovoltaïque connaît une croissance exponentielle : 90 mégawatts raccordés au réseau fin décembre, 50 MW supplémentaires prévus en 2011. Ensuite ? Plus rien, dans l'attente du sort réservé à l'électricité solaire au niveau national. La filière photovoltaïque réunionnaise, qui offrait un investissement très attractif

grâce à la défiscalisation propre à l'outre-mer, a été foudroyée en plein vol.

Alors, l'autonomie énergétique, une chimère ? Non, pour le conseil régional, qui a imaginé le mix électrique du futur, intégralement renouvelable. La biomasse y occupe une part importante, grâce à la bagasse et à la mise en culture de nouvelles variétés de cannes « fibres » à mi-altitude, là où ce végétal n'est pas encore exploité, mais aussi à la méthanisation des déchets verts. Les projets les plus avancés concernent toutefois les énergies marines. DCNS construit actuellement un prototype pour

exploiter les fortes différences de température entre le fond et la surface des mers qui entourent l'île. GDF Suez prépare un réseau de climatisation alimenté par l'eau de mer profonde. EDF Energies Renouvelables prévoit d'exploiter l'énergie de la houle. Quant à la géothermie, si elle figure toujours dans les perspectives stratégiques de la collectivité, elle a été momentanément rayée des priorités. Didier Robert (UMP), président de la région depuis mars 2010, sans remettre en cause les orientations « autonomistes » de son prédécesseur communiste, n'a pas souhaité poursuivre les recherches, sous la

pression de l'opinion : les forages exploratoires auraient impacté un des plus beaux paysages du piton de la Fournaise, le volcan insulaire, au cœur du parc national.

Élan politique à confirmer

Reste à savoir si la dynamique va bénéficier d'un nouvel élan politique. Le Groupement d'Intérêt Public GERRI (Grenelle de l'Environnement à La Réunion-Réussir l'Innovation) qui devait porter tous ces projets n'a toujours pas été installé, bien qu'il ait été annoncé par François Fillon dès juillet 2009. Ce projet devrait finalement aboutir au mois d'avril grâce à une forte

implication du conseil régional. Le GIP pourrait traiter comme premier dossier celui du photovoltaïque, afin d'obtenir une dérogation au moratoire décidé à Paris. « La Réunion est le territoire qui s'approche le plus de l'autonomie énergétique », résume Jean Ballandras, secrétaire général aux affaires économiques de la préfecture et « père » de GERRI. Pourquoi nous condamner à faire du surplace, alors qu'en continuant à avancer nous pourrions éclairer les autres, notamment en généralisant le stockage de l'électricité solaire ? »

BERNARD GROLLIER
CORRESPONDANT À SAINT-DENIS

Une ferme photovoltaïque pour réconcilier agriculture et solaire

La bataille du foncier entre les centrales solaires et l'agriculture s'apaise à La Réunion. Le développeur Akuo Energy vient d'inaugurer dans le sud-ouest de l'île une ferme photovoltaïque en partenariat avec des agriculteurs. Des serres anticycloniques de 1,5 hectare alternent, en toiture, des panneaux photovoltaïques de 1 mégawatt et des ombrelles translucides, le tout abritant une plantation de lys et d'anthuriums. L'équipement comprend également un système de récupération d'eau de pluie, utile dans cette région sèche. Cet investissement de 7 millions d'euros a été porté par le Français qui récupérera bientôt les revenus énergétiques. Le propriétaire des terrains, Jean-Louis Payet, a pu, de son côté, revaloriser sans frais ce qui était devenu des friches : « Les serres nous permettent de produire des fleurs durant la saison

des cyclones, qui correspondent aux périodes clés de Noël, de la Saint-Valentin et de la fête des Mères. Jusqu'ici, La Réunion devait importer plus de 1 million de fleurs de l'île Maurice. »

Eric Scotto, PDG d'Akuo, explique qu'il s'agit d'une troisième génération de centrales photovoltaïques. La société avait inauguré l'an dernier, à l'occasion de la visite de Nicolas Sarkozy, une deuxième génération dans la même partie de l'île, sur deux terrains de 4 hectares chacun. Des rangées de panneaux au sol (2,1 mégawatts chacune) se combinent avec des bandes de culture de géraniums et de citronnelle. Marie-Rose Séverin, présidente de la coopérative agricole Cahab, qui exploite ces parcelles pour en tirer des huiles essentielles, précise le partenariat : « Akuo loue les terres de ces fermes solaires et les met gratuitement à la dis-

position des agriculteurs de la coopérative. Situés dans les parties basses de l'île les plus fertiles et les plus convoitées, ces terrains ne seraient pas accessibles autrement à ses adhérents. » L'opération a même soustrait ces quelques hectares à l'urbanisation programmée de la zone.

Une cohabitation convaincante

Si de nombreux Réunionnais considèrent toujours cette utilisation de l'espace abusive, au regard des surfaces de toitures urbaines disponibles, cette cohabitation de l'industrie et de l'agriculture a convaincu parmi les plus rétifs. « Nous nous sommes fortement opposés aux centrales de première génération, qui faisaient concurrence aux paysans. Les nouvelles générations permettent de concilier des cultures à haute valeur ajoutée », reconnaît Jean-Luc Bernard

Colombat, adjoint de la Direction départementale de l'agriculture et de la forêt. A la chambre d'agriculture, son vice-président, Jean-Bernard Gonthier, prépare aujourd'hui un projet de serres photovoltaïques de 1,3 hectare et 1,4 mégawatt sous lesquelles il testera le maraîchage en bio d'une dizaine de légumes anciens. « Il faut essayer différentes cultures pour déterminer celles qui fonctionnent sous ce genre de serre. Des projets avec de la vanille se sont révélés irréalistes », nuance toutefois l'agriculteur. Akuo a lancé d'autres projets de cultures solaires de fruits sous serres qui sont gelés par le moratoire national sur le photovoltaïque. L'industriel, qui porte des projets équivalents aux Antilles, compte bien en faire un modèle de développement des centrales solaires. M. Q.